



Déclaration liminaire

CSAL du 13/01/2023

Madame la Présidente,

Les suppressions d'emplois mues par un motif budgétaire sont à l'origine de tous les maux :

- le sentiment d'abandon des usagers,
- une inquiétude grandissante pour les agents,
- des conditions de vie au travail dégradées.

La CFDT et la CFTC ne peuvent que déplorer la diminution drastique et continue des emplois au sein de la DGFIP : plus de 20 000 agents en moins d'une décennie ainsi que des restructurations permanentes.

Cette année la DDFIP de la Haute Vienne subit 13 suppressions d'emplois touchant principalement les catégories, B et C.

Après le boycott de la première séance, nous avons fait le choix de siéger ce matin pour entendre, Madame la Présidente, en quels termes vous pouvez justifier auprès des agents de votre direction, ce qui à leurs yeux est injustifiable.

Vu de Bercy, les agents ne sont que des numéros, des chiffres, et la suppression de leurs postes se calcule en ratios, en moyenne, en «correctifs», en opération de «rebasage», de transferts d'emplois ... Que de termes mathématiques ! Mais derrière tous ces chiffres, Madame la Présidente, il y a des hommes, des femmes, des personnels de tout grade, qui n'en peuvent plus ! Malgré des efforts d'adaptation à un environnement de travail en perpétuel mouvement, de nombreux agents ne savent plus où ils vont. Ils ressentent une insécurité croissante, tant pour leur avenir personnel que pour l'avenir d'un métier dans lequel ils veulent encore croire. Un métier où on parle de service public, de l'exécution de missions au service de tous, de qualité de réponse aux besoins des citoyens.

Aujourd'hui, les agents des Finances Publiques - et la CFDT et CFTC le répètent : tous grades confondus - ne trouvent plus de sens à leurs missions et ne peuvent plus, ne savent plus, faire face aux charges qui leur incombent.

La CFDT et la CFTC condamnent vigoureusement cette politique de suppressions d'emplois, de restructurations permanentes et d'attaque de leurs missions que les agents subissent de plein fouet.

Les agents sont conduits malheureusement à exercer leurs missions dans des conditions difficiles et stressantes dans un contexte social dégradé de crise économique et de réforme des retraites.

La CFDT et la CFTC sont tout à fait conscientes que les suppressions d'emplois ne sont pas de votre fait, que seule la répartition est de votre unique responsabilité. Et puisqu'il faut que la DDFIP de la Haute Vienne décline au niveau local la politique nationale, les représentants CFDT et CFTC du personnel, totalement opposés à ce processus d'autodestruction, vous laissent l'entière responsabilité de cibler les emplois condamnés à passer à la trappe. Moins d'emplois B et C, c'est plus de travail par agent, toutes catégories confondues. C'est aussi moins de qualité dans l'exécution des missions, moins de réponses aux usagers, plus d'attente aux guichets.

Déjà, les conditions de travail se sont dramatiquement dégradées, elles ne pourront que s'aggraver encore, avec des risques accrus pour la santé physique et mentale des agents.

Aujourd'hui, la qualité du service public est insuffisante pour répondre aux besoins des usagers, elle sera encore plus en recul alors même qu'est achevé le NRP, réforme emblématique du premier quinquennat, qui a vu l'accès à nos services se réduire drastiquement.

Pour autant, notre directeur général, ainsi que notre ministre, ne se lassent pas de chanter les louanges des agents de la DGFIP, au cœur de la sauvegarde de l'économie française depuis bientôt 3 ans maintenant.

Eux seuls considèrent que malgré les suppressions d'emplois, nous allons pouvoir travailler sereinement à la DGFIP, qui continue à subir la majeure partie des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État ...

Alors, Madame la Présidente,

Où se trouve la logique ? Où se trouve la reconnaissance du travail des agents ?

Sûrement pas dans le salaire, puisque le point d'indice n'a subi aucune évolution depuis 2010, à part quelques petites miettes ici ou là.

Sûrement pas dans les règles de gestion, qui elles évoluent, mais plutôt au détriment des agents, que ce soit en matière d'avancement, de promotion ou de mutation, aucune promotion de B en A pour notre direction en 2023.

Alors, encore une année de plus à subir ces suppressions d'emplois, à entendre le pathétique discours de la direction générale sur la réorganisation, l'évolution des métiers... nous vous le répétons : les agents sont lassés de ces beaux discours !

Les élus CFDT-CFTC

Jean-François JEANTAUD (CFDT) et Nathalie JACQUEMIN (CFTC)